

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

du

MERCREDI 15 JANVIER 2014

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 15 JANUARI 2014

Namiddag

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 14.58 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Filip De Man.

Le développement des questions et interpellations commence à 14.58 heures. La réunion est présidée par M. Filip De Man.

01 Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "les sommes spoliées à la Défense" (n° 21031)

01 Vraag van de heer Georges Dallemagne aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de geroofde bedragen bij Defensie" (nr. 21031)

01.01 **Georges Dallemagne** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, je souhaitais revenir sur cette question des fraudes commises pendant près d'une décennie à la Défense. Je m'étais abstenu de poser des questions tant que le procès était en cours.

La cour d'appel de Bruxelles a rendu son verdict définitif dans ce dossier en novembre dernier. Les fraudes ont été estimées à 23 millions d'euros, ce qui est une somme considérable. Le système, qui a duré pendant dix ans, était sophistiqué et impliquait des dizaines de personnes.

La Justice a été assez ferme puisque les deux commandants impliqués écotent d'une peine de cinq ans avec sursis, se sont vus retirer leur grade militaire et ont fait l'objet d'une amende importante. Avec les 31 co-inculpés, ils font l'objet d'une saisie de plus de 7 millions d'euros. Ces personnes contrôlaient toute la filière de passation et du contrôle des commandes faites au nom de l'armée et en abusaient largement.

Monsieur le ministre, quel bilan tirez-vous de cette affaire?

Je vous avais interrogé il y a deux ans sur cette question et vous m'aviez répondu qu'une série de mesures avaient été mises en place et qu'elles étaient efficaces. Quelles étaient ces mesures et quelle évaluation en faites-vous?

Quels montants ont-ils finalement été récupérés par la Défense par rapport aux 23 millions spoliés? En date du 19 janvier 2012, vous m'indiquiez qu'un montant de 307 000 euros avait été récupéré. Où en est-on aujourd'hui? D'autres montants seront-ils récupérés, outre ceux déjà confisqués?

Enfin, il semblerait que certains fournisseurs impliqués dans le scandale continueraient à exécuter des prestations pour certaines administrations. Qu'en est-il? J'imagine que ce n'est plus le cas pour la Défense.

01.02 **Pieter De Crem**, ministre: Cher collègue, au sein de la Défense, les cas de fraude ont conduit à mettre en place une scission entre les différents étages et une nette scission des procédures d'acquisition depuis l'établissement du besoin jusqu'au paiement de la facture. À chacune des étapes, le déroulement correct des procédures est contrôlé dans le but de réduire les risques d'utilisation anormale des fonds publics.

L'établissement d'une demande d'achat est du ressort des gestionnaires de matériel de la division MR SYS et de la division Communication et Infrastructure de la direction générale des ressources matérielles.

La mise à disposition du budget relève de la compétence de la direction générale du Budget et des Finances et la procédure d'achat proprement dite ainsi que le suivi de l'exécution du marché public sont gérés par la division "marchés publics" de la DG MR.

La réception de matériel se fait par le personnel dans les unités opérationnelles destinataires. Le traitement des factures incombe également à la DG BudFin.

Dès 2006, la Défense a pris des mesures pour améliorer le contrôle des achats. Elles avaient été énumérées dans la réponse fournie à la question parlementaire de M. le député Vinck du 13 juin 2008 et ont été mises en place. J'en cite quelques-unes: l'identification nominative des ordonnateurs par code d'accès personnel; l'interdiction de procéder à des achats locaux pour le matériel attractif; le contrôle des ordonnateurs sur place; la limitation des achats à maximum 2 500 euros par lettre de commande; le passage vers des contrats-cadres en vue de limiter le nombre d'achats locaux et la formation obligatoire dans les domaines des marchés publics pour toute personne impliquée dans des achats locaux.

En 2011, la directive contenant le code de déontologie a été actualisée sur la base d'une circulaire émanant du SPF Budget et Contrôle de la gestion. Ce code a fait l'objet d'une campagne d'information. Les chefs de corps ont été informés de leurs compétences en la matière, plus particulièrement en ce qui concerne la déclaration de prise de connaissance de la directive du code de déontologie par le personnel concerné. Ces déclarations sont classées dans le dossier personnel.

Un système de déclarations ponctuelles en cas de possibilité de conflit d'intérêts lors de la préparation de l'exécution d'un marché public ainsi que lors du paiement de factures a été instauré. Suite à un audit approfondi mené par l'audit interne de la Défense, le seuil de compétences d'achat local a été réduit à 2 500 euros par lettre de commande. Ces dernières années, la Défense n'a été confrontée à aucun cas de fraude dans le système d'achat local.

Dans le dossier que vous évoquez, la Défense a pu récupérer directement auprès des divers prévenus un montant total de 444 157 euros. À ce montant devraient pouvoir s'ajouter les sommes que certains prévenus ont versées à l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC) et qui s'élevaient, à la connaissance du département, au mois de septembre 2013, à quelque 170 000 euros. En additionnant les sommes perçues par l'OCSC et le produit des ventes des biens saisis depuis 2004, l'État belge devrait encaisser, sur base du jugement du 23 mai 2012 et de l'arrêt du 20 novembre 2013, un montant approximatif de 200 000 euros, sous réserve de l'issue du pourvoi en cassation introduit par trois prévenus début décembre 2013.

La législation sur les marchés publics prévoit qu'une firme qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicataire a connaissance, est exclue de l'accès au marché.

01.03 Georges Dallemagne (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse détaillée. Je me réjouis des mesures de bon sens qui ont été prises depuis lors, et qui ont été renforcées, notamment la division, les procédures distinctes, la traçabilité, les mécanismes d'audit, le seuil de compétences inférieur à 2 500 euros. Il est quand même surprenant que cela n'ait pas existé auparavant. Ce cas de fraude est tout à fait incroyable et hallucinant. Le fait que cela ait existé à une telle échelle pendant tant d'années sans qu'on puisse le détecter est assez incroyable!

Vous m'avez cité des chiffres concernant les sommes que vous alliez récupérer. Je suppose qu'il faut additionner tous ces chiffres (444 000, 170 000 et 200 000). Je ne comprends pas bien car il a été dit, notamment dans la presse, que plus de 7 millions d'euros avaient été confisqués auprès des prévenus, notamment sur les comptes à la Côte d'Azur de certains d'entre eux.

Je ne comprends donc pas très bien ce qui explique cette différence entre, d'une part, un peu moins d'un million d'euros ici (disons à peu près 800 000 euros) et, d'autre part, les plus de 7 millions d'euros qui ont été confisqués sur les comptes en banque des différents prévenus. Qu'est-ce qui explique cette différence? Où est cet argent?

01.04 Pieter De Crem, ministre: Cher collègue, tout d'abord, la poursuite judiciaire devant les cours de cette affaire n'est pas terminée. Ensuite, je vous ai donné toutes les informations dont je dispose. Lorsqu'on parle de millions, il s'agit ici bien entendu de millions de francs belges.

01.05 Georges Dallemagne (cdH): Je viens encore d'aller voir sur internet. Il y a un compte bancaire sur la Côte d'Azur avec plus de 3 millions, qui ont été récupérés sur le compte d'un des deux prévenus. Sept millions d'euros, donc c'est bien clair.

01.06 Pieter De Crem, ministre: Cela m'étonnerait. Monsieur le président, je vais me limiter à ces éléments-ci. Cher collègue, n'hésitez pas à me poser une question à ce sujet. Mais il faut savoir que ce dossier date des années 1990. Les calculs de paiements, recettes et factures se faisaient bien entendu en francs belges.

01.07 Georges Dallemagne (cdH): Je vous reposerai la question, monsieur le ministre. J'ai ici une information sur différents sites, relative notamment au commandant Baudouin Deru et à Luc Allard. "Baudouin Deru s'est vu confisquer à lui seul la somme de 3 015 900 euros sur un compte qu'il avait ouvert à la Côte d'Azur. Johan Delodder s'est vu confisquer une somme de 500 472 euros; Dan Coninx, une somme de 1 008 500 euros."

De **voorzitter**: Mijnheer Dallemagne, ik meen dat er sprake is van een begripsverwarring.

01.08 Georges Dallemagne (cdH): (...)

01.09 Pieter De Crem, ministre: Si on calcule d'une façon ou d'une autre...

Le **président**: Cela me semble beaucoup.

01.10 Georges Dallemagne (cdH): 23 millions d'euros détournés.

Je vous reposerai la question.

01.11 Pieter De Crem, ministre: Cela ne me pose aucun problème de vous répondre mais je me limite maintenant aux informations dont je dispose.

01.12 Georges Dallemagne (cdH): À la suite du jugement de la cour d'appel. J'imagine qu'ils comptent en euros et ce, depuis un moment!

Le **président**: Je propose que M. Dallemagne repose une question pour savoir si on parle de francs ou d'euros.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Karolien Grosemans.

Présidente: Karolien Grosemans.

02 Questions jointes de

- **M. Denis Ducarme** au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'organisation de l'exercice *Crack Hure* en 2012 par la Défense nationale" (n° 21102)

- **M. Filip De Man** au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "un supposé exercice militaire contre des salafistes" (n° 21106)

02 Samengevoegde vragen van

- de heer **Denis Ducarme** aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de oefening *Crack Hure* die in 2012 door Defensie werd georganiseerd" (nr. 21102)

- de heer **Filip De Man** aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "een vermeende legeroefening tegen salafisten" (nr. 21106)

02.01 Denis Ducarme (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, ma question concerne un exercice dénommé *Crack Hure* qui a été organisé en 2012 par la Défense nationale. Cet exercice, au scénario duquel j'ai pu avoir accès, m'interpelle en ce sens qu'il est organisé autour d'un amalgame d'éléments clairement anti-musulmans.

Monsieur le ministre, avez-vous pu vous voir rapporter le scénario de l'exercice *Crack Hure*? L'estimez-vous conforme et éthique? Pouvez-vous rappeler les moyens financiers, matériels et humains développés pour l'organisation de cet exercice? Quel a été son coût global? Pouvez-vous rappeler au parlement la procédure organisée en vue de l'aval donné par votre département à l'organisation des exercices, en ce compris pour le scénario dont nous venons de parler?

02.02 Filip De Man (VB): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, mijn invalshoek zal, zoals u verwacht, enigszins anders zijn. Ik heb ook de stukken in *La Meuse* en *Le Soir* gelezen en naarmate mijn lezing vorderde, kon ik een glimlach toch niet langer onderdrukken.

Het gaat over een zogenaamde operatie *Crack Hure*, maar wie in Brussel opgegroeid is, begrijpt dat het een toespeling is op een “crackhoer”, een prostituee die aan de drugs zit. Bovendien ging het over de getto's van “Shahar-el-Beek”, een duidelijke verwijzing naar Schaarbeek waar, zoals bekend, heel wat moslims wonen. De individuen die werden opgejaagd, waren “salamisten”, een toespeling op salafisten, en ze moesten verdreven worden uit het kasteel van Bouillon. Dat lijkt voor mij dan weer een verwijzing naar Godfried van Bouillon, de koene ridder die ten strijde trok tijdens de kruistochten.

Mijn vraag is heel eenvoudig, mijnheer de minister. Gaat het hier om een broodjeaapverhaal of is er inderdaad een qua verbalisme zeer creatieve officier aan het werk geweest die de operatie *Crack Hure* heeft bedacht?

02.03 Pieter De Crem, ministre: Mevrouw de voorzitter, monsieur Ducarme, mijnheer De Man, je souhaitez tout d'abord faire une remarque d'ordre procédural concernant ces questions. Je me suis renseigné auprès de l'état-major.

De generale staf heeft mij meegedeeld dat in juni 2012 door een compagnie van het bataljon Ardeense Jagers een oefening werd gehouden in de omgeving van Bouillon. Zoals voor elke oefening kaderde die ook in een fictieve setting.

De opdracht van de eenheid was om gijzelaars te bevrijden, die waren ontvoerd door gijzelnemers en die werden vastgehouden in het fort van Bouillon.

Le nombre total de participants était de 54, ce qui donne lieu à 1 800 962 euros de prestations. L'objectif de cet exercice était d'entraîner les militaires dans le domaine des opérations spéciales. Le but final était de libérer des otages en utilisant les connaissances apprises pendant la formation. Cet objectif a été pleinement atteint.

L'exercice a été planifié dans le cadre des directives annuelles de la composante Terre et de la brigade médiane. Il s'agit d'un exercice de routine des unités de la composante pour lequel, comme pour tout autre exercice, un scénario fictif est créé. Puisqu'il s'agit d'un exercice niveau compagnie, c'est le bataillon qui développe le scénario.

Une enquête interne au sein de la Défense est en cours pour déterminer s'il s'agit d'une quelconque malveillance dans l'élaboration du scénario de l'exercice.

02.04 Denis Ducarme (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse, dont je me satisfais. Je vous demanderai de nous informer des résultats de l'enquête à laquelle vous faites allusion. Nous connaissons ces scénarios tels qu'ils sont élaborés. Il me semble, en effet, que dans le cas présent, il y a une forme de dérapage. L'enquête déterminera ce qu'il en est au niveau de l'état-major. D'après moi, nous devons rester extrêmement attentifs à cet aspect. Nous devons véritablement veiller, dans une société aussi diverse que celle dans laquelle nous vivons, à sauvegarder, même à travers des scénarios extrêmement tirés par les cheveux, des éléments de respect envers ce qui constitue cette diversité.

02.05 Filip De Man (VB): Mijnheer de minister, ik blijf er, ten eerste, alleszins bij dat de officier in kwestie een Brusselaar moet zijn geweest.

Ten tweede, ik wil mij distantiëren van de gevolgtrekkingen die de heer Ducarme hieraan knoopt, met name dat de vijand niet meer zou mogen worden benoemd. De vijand benoemen is immers een manier om aan te

duiden waar mogelijke terroristen en anderen zich schuilhouden. Dat men aldus op een creatieve manier, om het zo te stellen, de troepen wil motiveren, stoort mij op geen enkele manier.

Ik kijk echter, net zoals de heer Ducarme, uit naar het verloop en het resultaat van de enquête waarvan sprake.

Ik zou durven te vragen of u enigszins kunt voorspellen wanneer wij de resultaten kunnen krijgen?

02.06 Pieter De Crem, ministre: Cela ne me pose aucun problème. Je m'informerais dès la clôture de cette séance et donnerai la réponse au plus vite tant à M. Ducarme qu'à vous-même.

02.07 Denis Ducarme (MR): Monsieur le ministre, je sais très bien ce que sont les "salafistes" mais j'ignore totalement ce que sont les "salamistes". Que le scénario d'un tel exercice présente les salafistes comme étant l'ennemi ne me pose aucun problème. Le problème est que le scénario fait l'amalgame entre les musulmans et les salafistes. C'est une question de nuance. Monsieur le ministre, je reviendrai vers vous à l'issue des réponses que vous nous donnerez car il serait bon de donner un tour de vis à la procédure relative à l'aval de certains scénarios de ce type d'exercices.

02.08 Filip De Man (VB): Mevrouw de voorzitter, ik wil toch eens benadrukken dat men hier niet zozeer uit de bocht gaat door bijvoorbeeld te spreken van "salamisten", bij wijze van toespeling op salafisten, omdat de chef van de staatsveiligheid van het land met zoveel woorden heeft gezegd dat het salafisme de grootste interne bedreiging is in dit land. Ik vind het niet abnormaal dat ook het leger daarvan op de hoogte is en zich voorbereidt op eventuele gijzelingen, zodat men duidelijk weet over wie en wat het gaat.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Filip De Man.

Président: Filip De Man.

03 Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "le développement d'extrémismes au sein de la Défense et les moyens mis en oeuvre pour combattre et contrôler ceux-ci" (n° 21103)

03 Vraag van de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de middelen die worden ingezet om het toenemende extremisme bij Defensie te bestrijden en te controleren" (nr. 21103)

03.01 Denis Ducarme (MR): Monsieur le président, ma question est un peu dans la continuité de la précédente.

Monsieur le ministre, à la fin de l'année 2012, nous avons été plusieurs à vous interroger sur la présence de salafistes, identifiés comme tels par les services spécialisés, au sein de la Défense nationale. Ils étaient estimés à l'époque à une dizaine.

Pourriez-vous informer le parlement du suivi de ce dossier par vos soins? Ces personnes identifiées comme extrémistes islamistes ou salafistes ont-elles été contraintes à quitter la Défense nationale? Des mesures complémentaires ont-elles été implémentées? Reste-t-il des cas au sein de la Défense aujourd'hui?

Nous parlons du salafisme. On peut aussi parler de l'extrémisme de droite et du racisme qui, selon certains militaires, se développent actuellement au sein de la Défense nationale. Les valeurs qu'incarne la Défense nationale, vous le savez, vous y adhérez, sont particulièrement incompatibles avec de tels phénomènes.

Monsieur le ministre, j'aurais souhaité vous demander, au-delà de la première question qui porte sur le salafisme au sein de la Défense, quelles sont les mesures prises par votre département pour lutter efficacement contre le développement du racisme et de l'extrémisme au sens global au sein de notre Défense nationale?

03.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, cher collègue, en ce qui concerne le sujet relatif à l'extrémisme au sein de la Défense, ce qui était le sujet de la question, une réunion de la commission de la

Défense a eu lieu à huis clos le 16 avril 2013. J'ai pu, comme tant d'autres, constater que dès le lendemain, un journal a publié de manière détaillée ce qui, la veille, avait été abordé à huis clos.

En date du 6 mai, j'ai communiqué mon point de vue à ce sujet au président de la commission. À cette occasion, je lui ai demandé quelles mesures il comptait proposer afin de faire respecter la confidentialité d'éventuelles sessions de commission consacrées au suivi du dossier. Cette demande cadrait avec mon souci premier, qui est celui de la sécurité du personnel de la Défense. Je n'ai malheureusement, pour l'heure, pas connaissance d'une éventuelle réponse à mon courrier du 6 mai.

Lors de la session à huis clos du 16 avril, les membres de la commission ont fait preuve d'une grande transparence. Vous aviez aussi reçu, cher collègue, des réponses à certaines de vos questions.

Une session à huis clos me semble le forum le plus adéquat pour le suivi de ces questions, mais ce pour autant que la confidentialité puisse être garantie.

Enfin, sachez que je partage l'avis du président de la Chambre, qui estime que la confidentialité est cruciale si l'on souhaite mettre fin à l'extrémisme.

03.03 Denis Ducarme (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, vous vous êtes longuement étendu sur la problématique du huis clos, mais sans donner de réponse à mes questions.

Je ne vois pas pourquoi imposer des huis clos et empêcher la transparence sur de tels dossiers. Vous-même avez présenté des chiffres concernant les salafistes à la tribune de la Chambre, en séance plénière.

Chacun sait que le salafisme est une réalité au sein de la Défense nationale et on subodore que d'autres extrémismes s'y développent.

Toujours en séance plénière, l'année dernière, mais je ne peux vous citer la date de mémoire, vous aviez indiqué que certaines personnes, identifiées comme salafistes, avaient été "vidées" – passez-moi l'expression – de la Défense nationale, mais ce ne fut pas le cas pour toutes.

Monsieur le président, s'il faut organiser une nouvelle séance à huis clos pour traiter de la question du salafisme, du racisme, de l'extrémisme, de tous ces développements qui n'ont pas leur place au sein de la Défense nationale, je veux bien demander personnellement à des collègues de jouer le jeu alors qu'ils ne l'ont pas fait lors des occasions précédentes. Au-delà du fait que je ne comprends pas la nécessité du huis clos, j'aimerais demander au président et aux collègues de nous accorder – ou non – sur le huis clos dans le cas d'une reprise de ces dossiers. Je n'en suis pas sûr.

Selon moi, le département se doit de prendre des mesures à l'encontre de ce phénomène, évidemment sans citer de nom, de service, de compagnie ou de bataillon, mais il convient que soit clairement exprimée sa prise en compte par le ministre et sa réaction. S'il faut une réunion à huis clos, je m'y plierai, mais, sur le fond, je n'en saisis ni le principe ni la justification.

03.04 Georges Dallemagne (cdH): Monsieur le président, je suis assez d'accord avec ce que vient de dire mon collègue.

Je pense effectivement qu'une série d'informations mérite un débat public. La population belge doit être informée d'autant plus que, comme M. Ducarme l'a rappelé, le ministre lui-même fait état de problèmes au sein de l'armée concernant le salafisme et a cité de mémoire le chiffre d'une dizaine de personnes. Nous avons eu un débat public sur les mesures à prendre.

J'ai moi-même fait voter un amendement à la nouvelle loi sur le recrutement des militaires demandant un *screening* systématique par rapport à cette question avant l'engagement de militaires. Toute une série d'informations sont du domaine public. La question est de savoir si, entre-temps, le problème s'est aggravé ou s'il s'est résorbé. C'est là la question principale.

Je suis tout à fait d'avis que cette question mérite une réponse publique. Maintenant, s'il s'agit de rentrer dans le détail de telle ou telle personnalité, cela mériterait alors une discussion prolongée à huis clos. Je partage toutefois l'idée qu'un débat public sur ces questions est utile.

03.05 Philippe Blanchart (PS): Monsieur le ministre, étant donné ce que le salafisme incarne aux yeux de notre société et les débordements qu'il provoque, une transparence dans ce débat me semble nécessaire. À partir du moment où les noms ne sont pas cités, monsieur le ministre, je pense que cela ne devrait pas poser de problème.

De **voorzitter**: Vooraleer de minister antwoordt, geef ik het volgende mee.

Er is volgens mij geen manier om te beletten dat er gelekt wordt. Vorig jaar werd er gelekt. De Kamervoorzitter heeft dat toen ernstig genomen, en terecht. Maar ik zie echt niet in hoe men collega's of medewerkers die lekken uit een gesloten vergadering kan tegenhouden. Wij viseren niemand, mijnheer Ducarme, maar wij kunnen dat niet beletten.

Het klopt natuurlijk ook, mijnheer de minister, dat wij bepaalde informatie moeten kunnen krijgen, zonder dat er onder andere namen en standplaatsen worden vrijgegeven. Algemene informatie ter zake moet wel kunnen.

Ik geef u graag het woord.

03.06 Minister Pieter De Crem: Mijnheer de voorzitter, u weet dat ik graag antwoord geef op alle vragen, maar wij hebben hier te maken met een eigenaardige procedure. Op de parlementaire vragen heb ik een antwoord gegeven, over een niet belangrijk onderwerp. Zou het niet goed zijn dat de commissie afsprekt hoe zij die werkzaamheden ziet?

De **voorzitter**: Goed. Ik plaats het punt als "regeling van de werkzaamheden" op de agenda van de volgende vergadering.

03.07 Minister Pieter De Crem: Zeer goed. Ik ben ten zeerste bereid mee te werken. Dat weet u.

De **voorzitter**: Volgende week houden wij hoorzittingen, maar de week daarna zullen wij als eerste punt "regeling van de werkzaamheden" op de agenda plaatsen.

À ce moment-là, MM. Blanchart, Dallemagne et Ducarme pourront intervenir et faire leurs propositions.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Vraag van de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de betrokkenheid van Belgische militairen in de verdrijving van de rebellenbeweging M23" (nr. 21119)

04 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'implication de militaires belges dans la reddition du mouvement rebelle M23" (n° 21119)

04.01 Peter Luykx (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, begin november slaagde het Congolese regeringsleger erin de rebellenbeweging M23 tot overgave te dwingen. Het derde bataljon parachutisten uit Tielen keerde begin december terug na een succesvolle missie in de Kivuprovincies. Hun missie was succesvol omdat onder meer dankzij hen het regeringsleger in Congo een zekere metamorfose onderging. Op die manier leverden de Belgische militairen een bijdrage tot dat succes.

Ik las echter vorig jaar in december een aantal commentaren, waaronder een blog van Colette Braeckman. Zij haalde een toch wel erg bijzondere manier aan waarop de expertise van onze militairen werd ingezet om de overwinning te behalen. Ik had daarover graag wat meer uitleg gekregen.

Mevrouw Braeckman stelt in haar blog dat Belgisch materiaal zou zijn ingezet om draagbare telefoons af te luisteren in Rwanda. Verder zou het gerucht van de komst van 140 paracommando's uit Tielen ertoe bijgedragen hebben dat het verzet bij de laatste eenheden van M23 afbrokkelde.

Daarom heb ik de volgende vragen voor u, mijnheer de minister.

Kan u een woordje toelichting geven over de ondersteunende functie van de instructeurs bij de vorming van het 321^e en 322^e Congolese bataljon in Kindu?

Kan u verder bevestigen dat de Belgische strijdkrachten geen *coaching* of begeleiding verleenden aan die militairen op het moment van de actie zelf?

Kan u ook uitleg geven over de suggestie dat Belgisch materiaal zou zijn ingezet bij het af luisteren van Rwandese telefoongesprekken?

Tot slot, was u op de hoogte van het gerucht dat Belgische paracommando's ter plaatse waren om effectief fysiek deel te nemen aan de gevechten in de woelige Kivuprovincies?

Bij voorbaat dank voor uw antwoord, mijnheer de minister.

04.02 Minister **Pieter De Crem**: Mijnheer de voorzitter, collega Luykx, ik zal beginnen met het militaire partnerschapsakkoord tussen België en Congo, dat in februari 2004 tot stand is gekomen.

Daarin heeft Defensie zich geëngageerd om snel inzetbare eenheden, de zogenaamde URR, Unités de Réaction Rapide, op te leiden volgens het concept FSE, wat staat voor Formation, Supervision and Evaluation. De ongeveer zes maanden durende commando-opleiding werd telkens verzorgd door een detachement van een negentigtal Belgische militairen. Na een basisvorming georganiseerd door het FARDC zelf, werden er voor elk van de drie op te leiden bataljons zowat achthonderd rekruten geselecteerd en vervolgens door Belgische militaire instructeurs opgeleid, met als doel hen de nodige tactische, fysieke en mentale vaardigheden bij te brengen opdat zij als bataljon in moeilijke operationele omstandigheden zouden kunnen worden ingezet. Die opleiding bestaat hoofdzakelijk uit tactiek, techniek, ethiek en fysieke en mentale paraatheid. Achtereenvolgens werden tussen 2009 en 2013 het 321^e, het 322^e en het 323^e bataljon opgeleid.

Ik kan nog zeggen dat de staf van Defensie mij heeft gemeld dat er geen weet is van de inzet van af luistermateriaal.

Dat is het kader waarbinnen wordt gewerkt. Ik heb ook de eindformatie van het 323^e bataljon in Kindu, weliswaar heel kort, zelf kunnen meemaken. Dat loopt in afspraak met alle autoriteiten meer dan behoorlijk.

04.03 **Peter Luykx** (N-VA): Mijnheer de minister, ik sluit mij alleszins aan bij de bevinding dat het een succesvolle interventie was van de parachutisten uit Tielen en zeker nuttig, ook voor de eigen ervaring van het korps.

U sluit effectief uit en bevestigt formeel dat er absoluut geen militaire apparatuur gebruikt werd tijdens de gevechten of tijdens het conflict aan de grens met Rwanda om daar af te luisteren. De bron voor die informatie is natuurlijk een krantenbericht, maar waar rook is, is vuur. Daarom vond ik het nodig om u dat specifiek te laten bevestigen.

04.04 Minister **Pieter De Crem**: Mijnheer Luykx, u hebt mijn antwoord gehoord. Ik baseer mij voor mijn antwoorden altijd op de informatie en de input die ik krijg van de generale staf. Met andere woorden, de info die wij krijgen, komt van de mensen die het dossier bijzonder volgen. Daarop heb ik mijn antwoord gebaseerd.

04.05 **Peter Luykx** (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u dan ook voor uw antwoord.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Questions jointes de

- M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la situation en République centrafricaine" (n° 21128)

- Mme Annick Ponthier au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'éventuelle aide de la Belgique à l'intervention militaire française en République centrafricaine" (n° 21182)

- M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la situation en République centrafricaine" (n° 21197)

- M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'aide militaire belge à

la France en République centrafricaine" (n° 21241)

- M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la République centrafricaine" (n° 21510)

- M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la situation en République centrafricaine" (n° 21553)

05 Samengevoegde vragen van

- de heer Georges Dallemagne aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de situatie in de Centraal-Afrikaanse Republiek" (nr. 21128)

- mevrouw Annick Ponthier aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de mogelijke steun van België aan de Franse militaire interventie in de Centraal-Afrikaanse Republiek" (nr. 21182)

- de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de situatie in de Centraal-Afrikaanse Republiek" (nr. 21197)

- de heer Kristof Waterschoot aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de Belgische militaire hulp aan Frankrijk in de Centraal-Afrikaanse Republiek" (nr. 21241)

- de heer Wouter De Vriendt aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de Centraal-Afrikaanse Republiek" (nr. 21510)

- de heer Philippe Blanchart aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de situatie in de Centraal-Afrikaanse Republiek" (nr. 21553)

05.01 **Georges Dallemagne** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, je ne vais pas reprendre toute ma question puisqu'elle date du 4 décembre dernier.

La situation en Centrafrique a beaucoup évolué, la position de la communauté internationale aussi. Il y a eu la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Par ailleurs, la position de la Belgique et celle de l'Union européenne ont également évolué. La position de la Belgique a parfois fluctué.

Où en est-on? Quelle sera la position défendue par la Belgique lors du prochain Conseil européen – lundi, je pense? Quel devrait être le dispositif international, européen? Quelle sera la contribution de la Belgique à ce dispositif?

Où en sont nos contacts avec la France et les réponses que nous avons apportées aux demandes françaises? Qu'en est-il du soutien logistique aérien convenu et des demandes supplémentaires formulées par la France?

Qu'en est-il du soutien de la Belgique et de la Communauté internationale à la MISCA?

05.02 **Philippe Blanchart** (PS): Monsieur le président, depuis début décembre, date à laquelle j'avais déposé ma précédente question, M. le ministre des Affaires étrangères y a partiellement répondu. Par ailleurs, la situation a évolué.

Nous le savons, cette opération menée par la France prend place dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le Conseil européen de décembre a évoqué la situation mais depuis, peu de pays ont rejoint la France alors que la situation reste difficile. La Belgique fait donc figure d'exception.

Dès lors, monsieur le ministre, mes questions sont les suivantes.

Comment a évolué la situation en République centrafricaine depuis le déploiement français - et l'appui belge - sur place?

Quel premier bilan tirez-vous de la participation belge à ces opérations?

La forme de cette participation est-elle amenée à évoluer dans les prochaines semaines? Selon quel mandat onusien indispensable?

Avez-vous déjà une idée précise de l'impact budgétaire et des mécanismes de financement de cette participation?

Enfin, notre pays ne s'est montré prêt à étudier toute autre forme de participation que dans un cadre européen. Alors que le Conseil Affaires étrangères devrait traiter de la question le 20 janvier, quels pays européens semblent-ils d'ores et déjà prêts à prendre part concrètement à cette opération sur le terrain?

Quel en serait le timing? Dans cette hypothèse, quel en serait le financement au niveau européen?

05.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, al ruim tien jaar is er een politieke en veiligheids crisis in de Centraal-Afrikaanse Republiek. Die is sinds juli zwaar verslechterd, met chaos en religieus geweld tussen moslims en christenen tot gevolg. De dreiging voor de burgerbevolking is reëel. De VN-Veiligheidsraad keurde een beperkte interventie goed in haar resoluties van oktober en december 2013.

Het kernkabinet heeft in december zijn goedkeuring gegeven om Belgische militaire middelen in te zetten op vraag van Frankrijk. Het gaat om een Airbus en een C-130. Die inzet kan worden verlengd met een maand. Hiervoor is een detachement van een 35-tal militairen noodzakelijk.

Ik heb volgende vragen voor u.

Ten eerste, wat zijn volgens u de *root causes* van het conflict, en welke aanpak moet daar tegenover staan?

Ten tweede, wat is het bruto en netto kostenplaatje voor deze operatie? Waar zult u de middelen voor deze operatie halen?

Ten derde, is er al duidelijkheid over de samenstelling, de tijdlijn voor ontplooiing en prioriteiten van de Afrikaanse vredesmacht?

Ten vierde, het Verenigd Koninkrijk verbond aan zijn militaire inzet meteen ook 15 miljoen pond humanitaire hulp. Welke humanitaire beloftes heeft ons land gedaan of plant ons land te doen?

Ten vijfde, de VN-Veiligheidsraadresolutie 2127 van 5 december verzocht de VN-secretaris-generaal om de eventuele transformatie van de operatie in een heuse VN-vredesmissie voor te bereiden en te plannen voor het geval de VN-Veiligheidsraad hiertoe in de toekomst zou besluiten. Wat is de stand van zaken? Bent u overtuigd dat een volwaardige VN-peacekeepingoperatie zinvol is? Bent u bereid een extra bijdrage vanuit ons land te leveren?

Ten zesde, een van de aanbevelingen van de Rwandacommissie is dat er steeds een grondige risicoanalyse moet worden gemaakt, zowel ten aanzien van de humanitaire, politieke als militaire aspecten van de operatie. Met welke risico's houdt u rekening tijdens deze operatie?

Ten zevende, waarom gaat ons land niet in op de vraag van Frankrijk om met een aantal Belgische soldaten de luchthaven van de hoofdstad te bewaken? "We kunnen misschien iets meer doen, maar dat zou dan samen met andere Europese landen moeten gebeuren", zo stelde de premier. Wat is daarvoor de achterliggende reden? Kan de Europese Battlegroup eventueel een rol spelen?

Ten slotte, wat is de impact van het aftreden van de president van de Centraal-Afrikaanse Republiek op de politieke perspectieven voor het land? Zal dit een impact hebben op onze militaire operatie?

05.04 Minister Pieter De Crem: Mijnheer de voorzitter, collega's, op vrijdag 13 december besliste de Ministerraad om in het kader van de resoluties 2121 en 2127 de Franse aanvraag, verkregen via het Franse Centre de planification et de conduite des opérations, betreffende het leveren van steun in de domeinen van strategisch en tactisch luchttransport, positief te beantwoorden.

Concreet betreft het een bijdrage tot het strategisch luchttransport met vier A330-vluchten tussen Frankrijk en de buurlanden van de Centraal-Afrikaanse Republiek en Bangui.

Frankrijk heeft gevraagd om in februari gebruik te kunnen maken van twee vluchten. Afhankelijk van de veiligheidssituatie zal beslist worden om ofwel in Bangui ofwel in Libreville te landen.

Verder betreft het nog een bijdrage zoals een tactisch luchttransport met een C-130 vanuit Libreville gedurende een initiële periode van twee maanden vanaf eind januari 2014. Hiervoor is een detachement van

een 35-tal militairen noodzakelijk. Een verbindingselement in het operatiecentrum te Lyon en een coördinatie-element in Bangui zijn hierbij inbegrepen.

De taken bestaan uit transportoperaties van Frans en Afrikaans materieel en militairen tussen steden van de buurlanden van de Centraal-Afrikaanse Republiek en Bangui. Deze laatste inzet kan verlengd worden met een maand.

De veiligheid op het vliegveld van Bangui wordt momenteel verzekerd door het Franse detachement ter plaatse.

De brutokost van de inzet van de A330 wordt geraamd op 0,97 miljoen euro, de nettokost op 0,02 miljoen euro. Voor de eenheid van de C-130 gedurende twee maanden, wordt de brutokost geraamd op 2,81 miljoen euro, de nettokost op 0,58 miljoen euro. In geval van verlenging met een maand van de opdracht van de C-130, worden deze bedragen respectievelijk 4,12 en 0,87 miljoen euro.

De kosten zullen worden verrekend op het budget dat voorzien wordt voor de Belgische operationele inzet in 2014.

Actuellement, la Défense n'a pas l'intention d'appuyer la mission internationale de soutien à la Centrafrique: la MISCA. Au stade actuel de la planification à l'état major de l'Union européenne, un déploiement d'un groupement tactique EU, un soi-disant EUBG en République centrafricaine n'est pas formellement exclu.

À la suite du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013, la France a souhaité que l'Union européenne s'engage plus fermement en RCA et ce, dans le cadre d'une opération de politique de sécurité et de défense commune.

La France souhaite qu'une opération de l'Union européenne soit mise sur pied en RCA et ce, en complément de la mission MISCA et Sangaris.

Met betrekking tot alle andere vragen, onder meer over de Belgische humanitaire steun en de impact van het aftreden van zowel de Centraal-Afrikaanse president Djotodia als eerste minister Tiangaye, verwijs ik u natuurlijk door naar mijn collega van Buitenlandse Zaken.

05.05 Georges Dallemagne (cdH): Monsieur le ministre, si j'ai bien compris, jusqu'à présent, aucun déploiement n'a eu lieu sur place. Une date est-elle prévue pour ce qui concerne l'aide que la Belgique a décidé d'apporter? Je pense ici aux rotations des A330 et des C-130.

05.06 Pieter De Crem, ministre: Non. Mais, selon moi, cela devrait avoir lieu au début du mois de février. Je parle ici des A330 et C-130 qui seront mis à disposition.

05.07 Georges Dallemagne (cdH): Il s'agit de vols stratégiques et tactiques comme on le dit en langage militaire.

Cela dit, j'entends que cette mise à disposition devrait avoir lieu début février.

05.08 Pieter De Crem, ministre: Normalement, oui, un ou deux vols...

05.09 Georges Dallemagne (cdH): C'est qu'il n'y a pas eu de besoin.

05.10 Pieter De Crem, ministre: Je n'oserais pas tenir de tels propos. Nous avons été sollicités pour fournir du soutien. Il a été décidé de l'apporter. Selon moi, les premiers vols devraient avoir lieu au début du mois de février.

05.11 Georges Dallemagne (cdH): Les choses sont ainsi clarifiées.

Par ailleurs, je peux comprendre votre prudence par rapport à la mission de la MISCA, vu les problèmes assez graves qui se posent au sein de cette dernière.

Par rapport aux efforts européens, permettre, pour la première fois, le déploiement d'un *Battlegroup* européen constituerait une décision extrêmement importante et majeure. Je souhaite donc vraiment que vous apportiez votre soutien à cette idée. Cela permettrait à l'Europe de pouvoir intervenir de manière consistante et coordonnée sur place, mais aussi d'éviter d'éventuelles accusations ou suppositions quant à l'influence que voudrait, par exemple, exercer la France dans cette région du monde. Selon moi, la Belgique serait beaucoup plus à l'aise dans le cadre d'une intervention européenne. Je sais que vous soutenez cette idée. J'espère donc que nous pourrions la faire avancer et déployer un *Battlegroup* européen dans le cadre de ce conflit qui reste – on l'a vu – extrêmement dangereux et dont le potentiel d'extension reste extrêmement important.

05.12 Philippe Blanchart (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Si j'ai bien compris, les éléments d'investissement budgétaire qui ont été évoqués sont des dépenses estimées. Ces dernières ne sont pas encore véritablement affinées en tenant compte de ce qui se déroulera sur le terrain.

J'aurais voulu rappeler quelques grands principes qui sont importants aux yeux de mon groupe. Il faut, tout d'abord, assurer la transparence à l'égard du parlement.

C'est dans vos habitudes car ce fut le cas pour la Libye et le Mali. Cette transparence est nécessaire pour que le parlement soit informé de manière adéquate.

Il s'agit aussi d'assurer l'accompagnement de la situation régionale pour pacifier durablement ce type de conflits religieux. Nous insistons sur le soutien régional car il est très important.

Enfin, il faut pousser la réflexion dans le cadre d'une politique européenne coordonnée en cette matière, notamment sur le plan opérationnel, logistique et budgétaire.

05.13 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord.

Zoals steeds willen wij de link benadrukken tussen het militaire aspect en het politieke aspect van die operatie. Voor het politieke aspect verwijst u ons naar uw collega minister Reynders, maar ik wil toch pleiten voor een zo globaal en integraal mogelijke visie.

Ik had u ook een vraag gesteld over de toepassing van de aanbevelingen van de Rwandacommissie, omdat ik denk dat dit belangrijk is. Er zijn een aantal aanbevelingen gedaan die vragen om bij volgende militaire operaties een risico-inschatting te maken. Het lijkt mij belangrijk om, bij elke militaire operatie, die aanbevelingen iets ernstiger te nemen dan nu het geval is.

05.14 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, demain se tiendra une réunion de la Commission spéciale chargée du suivi des missions à l'étranger. Au cours de cette réunion, je donnerai tous les détails des opérations militaires en cours ainsi que de celles qui, éventuellement, pourraient s'annoncer.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer Wouter De Vriendt aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "het beheer van het Legermuseum" (nr. 21290)

- de heer Wouter De Vriendt aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de herdenking '14-18' in het Legermuseum" (nr. 21291)

- mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de functie van algemeen directeur bij het Koninklijk Legermuseum" (nr. 21430)

- mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "het ruilen en uitlenen van militair materieel door het Koninklijk Legermuseum" (nr. 21431)

- de heer Christophe Lacroix aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de tijdelijke tentoonstelling '14-18, dit is onze geschiedenis!'" (nr. 21570)

06 Questions jointes de

- M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la gestion du Musée

royal de l'Armée" (n° 21290)

- M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la commémoration de la guerre 14-18 au Musée de l'Armée" (n° 21291)

- Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la fonction de directeur général au Musée royal de l'Armée" (n° 21430)

- Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'échange et le prêt de matériel militaire par le Musée royal de l'Armée" (n° 21431)

- M. Christophe Lacroix au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'exposition temporaire '14-18, c'est notre histoire!'" (n° 21570)

06.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik stel u deze vragen omdat het Legermuseum een van de grootste militaire musea in Europa is en jaarlijks meer dan 3 miljoen euro dotatie krijgt. Een museum van een dergelijk kaliber zou in staat moeten zijn om een expositie te organiseren rond de herdenking van de Eerste Wereldoorlog. Die expositie moet of zou het paradepaardje kunnen zijn van alle herdenkingsactiviteiten in ons land.

Op 3 december 2012 hebt u een antwoord gegeven op mijn parlementaire vraag over de stand van zaken in de renovatie en vernieuwing van de twee bestaande zalen '14-'18. U zei toen, meer dan een jaar geleden, letterlijk dat "de werkzaamheden in de loop van 2013 afgerond zouden moeten zijn". Dat is duidelijk niet gelukt. De zalen zijn op dit moment nog altijd dicht.

Hoe verklaart u dat het Legermuseum er niet in geslaagd is om zelf de zalen '14-'18 te vernieuwen en klaar te maken voor een herdenkingsexpo in het jaar 2014? Wanneer zijn de voorbereidingen voor de vernieuwingswerken in het Legermuseum gestart? Welke stappen hebt u als verantwoordelijke minister gezet toen u merkte dat de renovatie niet op schema zat?

De expo 1914-1918 werd uiteindelijk uitbesteed aan het privébedrijf Tempora. Hoe ver staan de voorbereidingswerken voor de expo? De opening van de tentoonstelling werd gepland op 7 februari. Wordt die deadline gehaald? Zo niet, waarom niet?

Ik zou van u ook graag een toelichting krijgen over de financiering van de tentoonstelling, die dus aan een privébedrijf uitbesteed werd. Welke partners zijn daarbij betrokken? Ik veronderstel het Legermuseum en Tempora, maar misschien zijn er nog andere? Hoeveel dragen die partners elk bij tot de expo? Hoe worden de inkomsten of opbrengsten verdeeld?

Hoeveel bezoekers mocht het Legermuseum in 2012 en 2013 verwelkomen?

Mijn tweede reeks vragen gaat over het beheer van het Legermuseum. Ook dat roept namelijk redelijk wat vragen op.

De huidige algemeen directeur van het Legermuseum is bij mandaat aangesteld sinds 2008. Klopt het dat hij binnen de zes maanden na zijn aanstelling verplicht was om een managementplan en een operationeel plan in te dienen? Is dat gebeurd? Zo ja, wanneer precies? Wanneer diende de eerste evaluatie van de algemeen directeur te gebeuren? Wanneer vonden de daaropvolgende evaluaties plaats? Wanneer werden die evaluaties uitgevoerd, wat was de eindbeoordeling en welke waren de werkpunten? Is de eindevaluatie reeds gebeurd? Met welke beoordeling?

Wanneer werden de jaarverslagen van het Legermuseum van de laatste vijf jaar gepubliceerd? Het lijkt mij namelijk evident dat er jaarverslagen zijn, zeker voor een museum van dat kaliber en die schaal.

In hoeverre bent u sinds 2008 opgetreden ten aanzien van de interne werking van het Legermuseum en het functioneren van de algemeen directeur?

Is het juist dat het mandaat van de algemeen directeur op 31 maart 2014 afloopt? Zal dit mandaat verlengd worden? Wanneer wordt dit beslist en van welke factoren hangt dit af?

Ten slotte, meer in algemene termen, welke prioritaire verbeterpunten ziet u voor het Legermuseum?

06.02 Karolien Grosemans (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik heb eerst toch een kleine bedenking. Ik vind het heel normaal dat vragen samengevoegd worden als ze over hetzelfde thema gaan, maar hier gaat het

over het beheer van het Legermuseum, over de herdenking 14-18, over de functie van algemeen directeur, over het ruilen en uitleenen van militair materieel en dan ook nog eens over de tijdelijke tentoonstelling. Dat zijn toch heel wat samengevoegde vragen, die heel uiteenlopend zijn en alleen het lemma Legermuseum gemeenschappelijk hebben. Het wordt dan toch wel heel moeilijk om daarna na te gaan of op de vraag werd geantwoord.

De **voorzitter**: De minister zal zo voorkomend zijn om het op te splitsen en dus duidelijk te zijn in zijn antwoorden.

06.03 Karolien Grosemans (N-VA): Mijnheer de minister, mijn eerste vraag gaat over de functie van algemeen directeur bij het Koninklijk Legermuseum. In april van dit jaar loopt het contract van de huidige algemeen directeur van het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis af. Ik heb u in de commissievergadering van 9 oktober reeds een vraag gesteld over de evaluaties en de selectieprocedure die met deze functie verband houden. Uit een artikel in *De Standaard* van 16 december blijkt dat het contract van de huidige directeur niet zal worden verlengd. Daarom zou ik u hierover graag opnieuw enkele vragen stellen.

Is het juist dat het contract van de huidige algemeen directeur bij het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis niet zal worden verlengd?

Wanneer heeft de eindevaluatie van de directeur plaatsgevonden? Hebben in de jaren hiervoor ook de tweejaarlijkse evaluaties plaatsgevonden? Zo neen, waarom is dat niet gebeurd?

Kunt u in de mate van het mogelijke – ik weet natuurlijk dat individuele gevallen niet kunnen worden toegelicht – meer uitleg geven over het resultaat van deze evaluaties?

Is ondertussen reeds een nieuwe selectieprocedure gestart voor de invulling van de functie? Zo neen, waarom niet? Zo ja, tot wanneer krijgen of kregen de personen de tijd om hun kandidatuur te stellen?

Mijn tweede vraag gaat over het ruilen en uitleenen van militair materieel door het Koninklijk Legermuseum.

Mijnheer de minister, via schriftelijke vraag nr. 572 van 13 september 2013 heb ik u gevraagd naar een overzicht van alle ruilen en bewaargevingen van militair materieel die er sinds 2007 hebben plaatsgevonden door het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis. Dit overzicht roept bij mij echter verschillende vragen op die ik u graag vandaag zou stellen.

Kan u toelichten welke parameters worden gehanteerd bij het bepalen van de staat van het materieel dat wordt geruild of uitgeleend? Met name, waaraan moet materieel voldoen om als goed of middelmatig te worden bestempeld? Vanaf wanneer is er sprake van een wrak?

Op welke manier wordt de waarde van het materieel bepaald? Wordt het gecontroleerd? Zo ja, door wie?

Hoe is het KLM erin geslaagd om bij nagenoeg elke ruil het eigen materieel te ruilen voor materieel dat veel meer waard is? Het museum heeft volgens het overzicht materieel gekregen dat soms tot meer dan het 20-voud van het eigen materieel waard was. De winst bij een ruil loopt soms op tot meer dan 25 000 euro. Zijn dit realistische cijfers?

Ik dank u alvast voor uw antwoord.

06.04 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, l'année 2014, nous le savons tous, et mes collègues s'en préoccupent aussi, ouvre les commémorations de la Grande guerre. C'est un moment important pour nous en termes de réflexion et de travail de mémoire. Celui-ci a déjà été largement entamé par notre gouvernement en collaboration avec les entités fédérées.

C'est dans ce cadre que le Musée royal de l'Armée, sur lequel vous exercez la tutelle, accueillera une exposition à partir du 26 février 2014. Mais je n'y vois pas très clair, ce qui me pose déjà question: le site internet mentionne la date d'ouverture du 26 février, alors que sur les prospectus figure la date du 7 février. Je trouve que cela dénote d'un manque de clarté dans l'organisation de cette exposition "14-18, c'est notre histoire!", qui se veut résolument moderne et tournée vers un public jeune et international.

Monsieur le ministre, dans le contexte des préparatifs de celle-ci, j'aimerais dès lors vous poser quelques questions. Pouvez-vous nous en dire plus sur le contenu et les moyens matériels, logistiques et budgétaires qui seront alloués à cette exposition temporaire?

Quelle est votre vision globale du rôle du Musée royal de l'Armée dans les commémorations de ce conflit et plus largement dans le travail de mémoire? Dans les différentes résolutions que nous avons adoptées, nous soulignons l'importance du Musée royal de l'Armée dans le cadre de ce travail de mémoire.

Cette exposition constitue-t-elle à vos yeux un moyen de redynamiser à long terme ce musée dont les chiffres de fréquentation sont en berne depuis quelques années? Pourquoi avoir privilégié une exposition temporaire plutôt qu'une rénovation permanente de l'aile consacrée à la Grande guerre? Une fois l'exposition terminée, certains modules ont-ils vocation à rester au Musée royal?

06.05 Minister **Pieter De Crem**: Mijnheer de voorzitter, de vragen van verschillende vraagstellers overlappen elkaar.

Ces questions participent un peu du principe des vases communicants. J'essaierai donc de fournir des réponses à la fois spécifiques et générales.

Ik zal beginnen met de vragen van mevrouw Grosemans en de heer De Vriendt, want die hebben betrekking op een persoonlijke situatie van de algemeen directeur van het Legermuseum. U zult begrijpen dat in de traditie van dit Parlement individuele gevallen niet worden toegelicht in antwoord op parlementaire vragen. Ik zal echter wel antwoorden op de door u gestelde vragen die buiten het persoonlijke of het individuele karakter van het dossier vallen.

Met betrekking tot de rechtstoestand van de algemeen directeur van het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis, en meer in het bijzonder wat betreft de selectie, de werving, de aanstelling, de uitoefening van de functie, de evaluatie, het einde van het mandaat en de hernieuwing ervan, kan ik verwijzen naar het koninklijk besluit van 13 april 2008 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management-, staf en leidinggevende functies in de federale wetenschappelijke instellingen.

Het voormelde koninklijk besluit vervangt het koninklijk besluit van 22 januari 2003 betreffende de aanduiding en de uitoefening van managementfuncties in de wetenschappelijke instellingen van de Staat, dat diverse wijzigingen heeft aangebracht in de personeelsstatuten van de wetenschappelijke instellingen van de Staat en dat van toepassing was bij de aanstelling van de huidige algemeen directeur van het museum.

Beide koninklijke besluiten worden toegepast op de huidige algemeen directeur in de domeinen die zonet werden aangehaald, de evaluatie inbegrepen. De evaluatie is dus begrepen in het oorspronkelijk koninklijk besluit van 2003 en het koninklijk besluit dat het eerste heeft gewijzigd en dat dateert van 2008.

Zoals werd vastgelegd in de programmawet van 30 december 2001, is het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis afhankelijk van de minister van Landsverdediging.

Wat de jaarverslagen betreft, keur ik jaarlijks de rekeningen en het budget goed, wat bepalend is voor de werking van de instelling. Er is geen verplichting om deze te publiceren.

De huidige algemeen directeur werd aangeduid voor een mandaat van zes jaar op 1 april 2008. De hernieuwing van het mandaat dient te gebeuren overeenkomstig voormeld KB van 13 april 2008. Een selectieprocedure werd opgestart. De oproep tot het indienen van een kandidatuur zal worden gepubliceerd door Selor. De kandidaten zullen hun kandidatuur mogen indienen tot een door Selor bepaalde datum. Meestal is dat veertien dagen na publicatie.

Wat de prioritaire verbeterpunten betreft, dienen meer aanpassingen te gebeuren aan de nieuwe technologieën, zoals het internet en de digitalisering, met het oog op een betere begeleiding van de bezoekers. Daarnaast kan de verbetering van de toegankelijkheid van de gedelokaliseerde antennes worden vermeld.

Met betrekking tot de vragen van collega Lacroix en collega De Vriendt moet eerst en vooral worden herinnerd aan het feit dat de Eerste Wereldoorlog is uitgebroken in augustus 1914 en dat de eigenlijke

herdenkingen bijgevolg pas in augustus 2014 zullen aanvangen.

De herdenking van 100 jaar Eerste Wereldoorlog heeft zeker voorrang bij het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis en heeft die erkenning ook gekregen. Er dient echter ook rekening te worden gehouden met de activiteiten van de Regie der Gebouwen, die eigenaar is van de gebouwen van het KML en bijgevolg in functie van haar middelen de kalender van de werkzaamheden bepaalt.

De activiteiten rond de herdenking van 100 jaar Eerste Wereldoorlog zijn niet beperkt tot het vernieuwen van de zalen over '14-'18. De initiatieven van het museum voor de herdenking zijn veel breder, zoals de uitgave van publicaties, het digitaliseren van de iconografische collecties, de herwaardering van het filmmateriaal, de vernieuwing van de dodengang, de herinrichting van de tentoonstelling over de vliegtuigen van de Eerste Wereldoorlog enzovoort.

De eerste aanzet voor alle projecten werd reeds in 2009 gegeven. Na onderhandelingen is de Regie der Gebouwen bereid geweest de moderniseringswerken te starten in 2013 in plaats van 2016.

Concrètement, la réouverture des salles "14-18" s'effectuera en deux temps: la salle "Yser/IJzer" sera ouverte en novembre 2015 et la salle "Occupation de la Belgique" en 2016.

Monsieur Lacroix, vous le savez, ce thème est un thème nouveau qui trouvera sa place dans les expositions permanentes; il est préparé et mis en œuvre par des historiens et constituera une suite à l'exposition "14-18, c'est notre histoire!".

Vanwege de rationalisatie werd de tentoonstelling "14-'18, dit is onze geschiedenis," gehouden op basis van een partnership tussen het KLM en het Museum van Europa. De overeenkomst tussen het KLM en het Museum van Europa heeft een gunstig advies gekregen van de Inspectie van Financiën. De overeenkomst stipuleert dat de marginale kosten van de partners op de verkoop van de toegangskaarten en de organisatie van evenementen kunnen worden teruggewonnen op basis van een verdeelsleutel in verhouding tot ieders inbreng, namelijk 17 % voor het KLM en 83 % voor het museum van Europa. De federale regering in 2012, het Vlaams Gewest, de federatie Wallonië-Brussel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben financieel bijgedragen tot de realisatie van de tentoonstelling voor een totaalbedrag van 900 000 euro.

Naar het voorbeeld van andere musea richt het KLM niet enkel met eigen middelen grote tentoonstellingen in, maar doet het ook een beroep op gespecialiseerde bedrijven. Dat was reeds het geval voor de tentoonstelling "Ik was 20 in '45" en voor de tentoonstelling "Hondse Oorlog." Die laatste tentoonstelling werd samen met Tempora ingericht en was een opmerkelijk succes.

Tempora is ook nu de bevoorrechte partner van het Museum van Europa. De voorbereidingen voor de tentoonstelling zijn reeds goed opgeschoten en ze zal op 25 februari worden geopend, waarmee ik wel degelijk 25 februari van dit jaar bedoel.

L'exposition "14-18, c'est notre histoire!" devrait générer un potentiel de 250 000 à 300 000 visiteurs. Dans tous les cas, comme en son temps l'exposition "J'avais 20 ans en 45", l'exposition permettra de faire monter la courbe des visiteurs. En 2011, le musée comptait 168 000 visiteurs. Au 15 décembre 2013, ce nombre s'élevait déjà à 176 000. On le voit, à la suite de l'organisation de multiples expositions temporaires différentes par la taille, par le sujet, par les publics cibles visés, la lente érosion observée du nombre de visiteurs depuis une décennie est enrayée au profit d'une tendance à la hausse.

De tentoonstelling "14-'18, dit is onze geschiedenis", is gepland voor vijftien maanden en zal niet alleen het KLM op het voorplan brengen bij de herdenking van 100 jaar Eerste Wereldoorlog, maar zal het KLM ook toelaten zijn rol te vervullen als plaats van herinnering en als bron van informatie voor de jeugd. Door dit partnerschap kan een belangrijk onderdeel van deze tijdelijke tentoonstelling trouwens worden geïntegreerd in de nieuwe scenografie van de zaal '14-'18.

Tot slot waren er nog vragen over het ruilen en het uitleenen van militair materieel door het KLM.

De staat van het militaire materieel is gebaseerd op een interne evaluatie van de experts van het Legermuseum. Het geeft veeleer de mate weer waarin een stuk al dan niet kan worden hersteld. Een wrak is bijvoorbeeld een onherstelbaar stuk schroot. Een waarde om op het museumstuk te kleven is slechts van toepassing in het licht van een verzekering, in het geval van vervoer of een uitlening. De specialisten van het

Legermuseum beroepen zich, om de waarde te bepalen, op hun ervaring met een vorige aankoop of een ruil van een soortgelijk stuk of een beoordeling, gegeven door de gespecialiseerde literatuur.

Bij een ruil echter is de waarde van een museumstuk van ondergeschikt belang. Bij een ruil streeft het Legermuseum immers geen winst na. Een ruil met een ander museum of een privépartner moet een win-winoperatie zijn voor beide partijen. Of iets al dan niet geruild wordt, hangt alleen af van het feit of een stuk tot de attractiviteit van de collectie, een toekomstige of een huidige collectie, bijdraagt. Op die manier zou een goedkoper stuk kunnen worden geruild tegen een veel zogenaamd duurder stuk, als op die manier de partner zijn collectie kan vervolledigen.

Een ruil gebeurt op voorstel van een wetenschappelijk departementshoofd, maar het is de algemene directeur die daarover uiteindelijk beslist.

Monsieur le président, je considère avoir donné d'amples informations en réponse aux questions qui m'ont été posées.

06.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, wat was het aantal bezoekers in 2012 en 2013?

06.07 Minister Pieter De Crem: In 2011 waren er 168 000 en tot 15 december vorig jaar waren reeds 176 000.

06.08 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): En in 2012?

06.09 Minister Pieter De Crem: Ik vermoed dat het bezoekersaantal niet in mijn antwoord staat. Ik zal het opzoeken en u bezorgen.

06.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Het was nochtans een expliciete vraag van mij.

06.11 Minister Pieter De Crem: Het is mogelijk dat 2011 in mijn tekst eigenlijk 2012 moet zijn. Ik zal het nakijken. Ik zie geen reden om 2012 over te slaan.

06.12 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Ik ook niet eigenlijk.

Mijnheer de minister, wanneer ik uw antwoord zo beluister, vraag ik mij af of u de afgelopen jaren nog in het Legermuseum bent geweest?

06.13 Minister Pieter De Crem: Ja.

06.14 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Ik ook. In tegenstelling tot wat u laat uitschijnen vind ik de toestand wel problematisch. Drie fracties hebben allusie gemaakt op het problematische karakter van de situatie in het Legermuseum. U niet. U hebt het niet bevestigd en u hebt uw inschatting niet weergegeven, terwijl het u expliciet gevraagd werd.

Wij hebben u vele vragen gesteld. Onder andere of het normaal is dat zo'n groot legermuseum er niet in slaagt een herdenkingsexpo 1914-1918 te organiseren. Hoe verklaart u dat? U hebt daar geen antwoord op gegeven. U hebt alleen gezegd dat de tentoonstelling grotendeels in handen gegeven is van de privésector.

Wanneer zijn binnen het Legermuseum de voorbereidingen gestart voor de renovatie van de zalen '14-'18? U had het over 2013, meen ik? Mijn vraag is wanneer men erover is beginnen nadenken en wanneer men de renovatie van die zalen heeft voorbereid. 2013 klopt niet, want ik heb u daar eind 2012 al over ondervraagd, en toen hebt u gezegd dat de beslissing al genomen was. Wanneer u het nu hebt over 2013 als startpunt klopt dat niet met het antwoord dat u gaf op mijn parlementaire vraag van eind 2012.

Voor de renovatie zat duidelijk niet op schema, want u spreekt hier van de afsluiting van de renovatie van de eerste zaal in november 2015 en van de tweede zaal in 2016. Op een bepaald moment moet u toch gezien hebben dat die renovatie totaal uit de bocht ging en niet meer op schema zat? Hebt u toen, als bevoegd minister, ingegrepen? Welke stappen hebt u toen gezet? Ik heb in uw antwoord niets gehoord wat ons kan doen besluiten dat u uw verantwoordelijkheid als minister genomen hebt.

Ik leerde ook dat de opening van de tentoonstelling wordt opgeschoven naar 25 februari in plaats van 7 februari en verder dat het om een privatisering gaat. De opbrengsten van zo'n belangrijke tentoonstelling komen voor het grootste deel in handen van het betrokken privébedrijf.

Inzake de leiding van het Legermuseum zegt u dat de evaluatie van de algemeen directeur inbegrepen is in het KB. Dat weten wij natuurlijk, maar de vraag is of die evaluatie al dan niet gebeurd is? Dat was de vraag. De vraag is ook of er een managementplan en een operationeel plan ingediend werd. Dat heeft niets met personeelskwesties of de persoonlijke situatie van de algemeen directeur te maken. Mijn vraag is of het Legermuseum beschikt over een managementplan en een operationeel plan? Als u zegt dat u daarop niet antwoordt omdat dat te maken heeft met de persoonlijke situatie van de algemeen directeur, dan ontwijkt u die vraag.

Wat de jaarverslagen betreft, het is toch normaal dat een dergelijk museum behalve rekeningen en begrotingen ook jaarverslagen heeft? U vindt dat blijkbaar ook niet erg. In welke mate bent u sinds 2008 opgetreden naar aanleiding van alle interne disfuncties? U bent blijkbaar niet opgetreden, want u zegt er niets over. U bent in dezen dus niet opgetreden. U hebt het museum eigenlijk laten verkommeren, terwijl het over een enorm potentieel beschikt.

Ik ben een grote fan van het Legermuseum. Als ik zie welke schaal het Legermuseum heeft – het gaat over 30 000 m² en meer dan 200 000 items – dan moet dat het paradepaardje van Defensie in ons land worden. Het bevindt zich op een prachtige locatie, maar u hebt het laten verkommeren. U hebt op geen enkele manier aangegeven wanneer u hebt ingegrepen ten aanzien van de leiding en de gang van zaken, terwijl u wel de voogdijminister bent.

U had kunnen ingrijpen en druk kunnen uitoefenen op het beheerscomité, bijvoorbeeld door het investeringsplan af te keuren of een managementplan op te eisen. Er waren heel veel hefboomen. Ik wil dat er een externe audit komt van het Legermuseum.

Mijnheer de voorzitter, het gaat om een museum dat heel veel subsidies krijgt. Ik wil hier graag een hoorzitting organiseren met de leidinggevenden om te horen wat daar allemaal fout is gelopen.

Mijnheer de minister, u vindt blijkbaar dat daar niets aan de hand is. U hebt daar niets over gezegd in uw antwoord. Wel, ik vind van wel en ik meen samen met mij veel andere mensen.

06.15 Karolien Grosemans (N-VA): Mijnheer de minister, ik begin met de eerste vraag over de functie van algemeen directeur bij het Legermuseum. Op twee vragen in verband met de evaluaties hebt u niet geantwoord, zoals net aangehaald. U impliceert wel dat er evaluaties zijn gebeurd. U verwijst naar enkele KB's en naar de programmawet, maar ik zou van u toch graag de bevestiging krijgen dat die effectief hebben plaatsgevonden. Ik vraag niet naar de inhoud, maar hebben die evaluaties plaatsgevonden, de eindevaluatie en de tweejaarlijkse evaluaties? Indien niet, waarom niet? Dat is mijn vraag bij de eerste vraag.

Dan is er het ruilen en het uitlenen van militair materieel door het Koninklijk Legermuseum. Een aantal zaken doet mij twifelen aan de juistheid van die twee lijsten. Neem de lijst Ruil en bewaargeving. Van verschillende stukken wordt in de lijst gezegd dat ze zijn geneutraliseerd, terwijl dat niet altijd het geval is. Ik beschik over intern mailverkeer daarover en dat is niet moeilijk, want het museum is zo lek als een zeef. Daaruit blijkt duidelijk dat niet alle wapens werden geneutraliseerd.

Verder lijkt de waarde van de stukken mij met de natte vinger te zijn bepaald. Heel opmerkelijk is dat het museum in nagenoeg alle gevallen van ruilhandel stukken in de plaats kreeg die veel meer waard zijn, zelfs tot twintig maal. Enkele heel concrete voorbeelden. Een ruil van 29 mei 2007: drie voertuigen met een gezamenlijke waarde van 1 300 euro worden geruild voor twee Amerikaanse voertuigen met een waarde van 20 000 euro. Een Leopardtank van 7 500 euro wordt geruild voor drie stukken met een waarde van 36 000 euro. Ik stel vragen bij de juistheid van de cijfers.

U hebt net verklaard dat met de term 'wrak' een hoop schroot wordt bedoeld. Een aantal stukken wordt als wrak omschreven, terwijl ze er nog zeer goed uitzien en zelfs in het museum als object worden tentoongesteld. Het gaat daarbij zeker niet om schroot. Ook daarvan heb ik concrete voorbeelden. De geschutstoren van de M 108 bijvoorbeeld, een gemechaniseerde houwitser, is aan de gemeente Kapellen geschonken. Ik heb daarvan ook een foto. Er werd dus eigenlijk een wrak geschonken aan de gemeente

Kapellen, maar ik kan u verzekeren dat het er heel mooi uitziet. Een licht verkenningstvoertuig Scorpion CVRT wordt tentoongesteld in het museum, maar staat op de lijst als wrak. Ik vind dat allemaal vreemd.

Waarom vermeldt het overzicht geen serienummers? Er zijn serienummers van elk stuk, maar die zijn weggelaten uit mijn lijst. Het zou het voor mij veel gemakkelijker maken om na te gaan of er geen stukken dubbel in de lijst staan, wat trouwens ook zo is. Er staan stukken dubbel in, bijvoorbeeld een amfibievoertuig JMCDUKW353: dat staat er twee keer in.

Ik kan natuurlijk opnieuw de lijst opvragen en vragen naar die serienummers, maar ik weet dat ik als antwoord krijg dat u verwijst naar uw antwoord op mijn schriftelijke vraag. Kortom, meerdere aanwijzingen tonen aan dat die lijst niet klopt. Ik vraag mij af of daar al dan niet bewust fouten in zijn geslopen.

Nogmaals wil ik aanhalen dat het museum ook operationele wapens bezit en dat daarmee heel voorzichtig moet worden omgegaan.

Ik sluit mij aan bij collega De Vriendt. Ik denk dat het zeer verstandig zou zijn om een volledige doorlichting te vragen. Uit alles blijkt immers een enorme nonchalance in dat museum. De bezoeker verdient dat niet, maar het personeel aldaar evenmin, want dat geraakt erg gedemotiveerd.

06.16 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse qui était longue et relativement exhaustive.

Lorsque j'étais jeune, en 1988, j'ai travaillé au Musée royal de l'Armée en tant qu'historien. En ce qui concerne la salle "14-18", même si vous avez annoncé des périodes pour les réouvertures avec des rénovations, elle est toujours semblable. Et, déjà en 1988, elle ressemblait à ce qu'elle était en 1920!

Ce qui me peine dans l'approche vis-à-vis de ce musée, c'est que l'on s'est d'abord consacré à mettre sur pied une exposition qui, certes, sera bien faite – Tempora est un organisateur remarquable –, mais qui se cantonne dans l'événementiel. On n'a pas voulu travailler, d'abord et surtout, au plan scientifique, au plan de la vulgarisation et du travail de mémoire. Il est regrettable que les nouvelles salles ne soient pas ouvertes en août 2014. Bien sûr, il y a l'exposition, mais c'est une sorte de sparadrap que l'on a collé pour éviter de parler en profondeur du fonctionnement du musée et, surtout, de son rôle. Quand on visite le Musée de l'Armée à Manchester, dont l'architecte est Libeskind, quand on visite le Musée de l'Armée en Allemagne, à Dresde, on constate l'ampleur du travail réalisé par les équipes scientifiques et les gouvernements concernés. Je rappelle que la collection 14-18 de notre Musée royal de l'Armée est la plus importante au monde, tant quantitativement que qualitativement!

Monsieur le ministre, j'ai une crainte, mais qui ne découle pas d'une action de votre chef. Je me demande si ce n'est pas à dessein qu'on laisse pourrir la situation au musée pour, finalement, n'en laisser qu'un cadavre scientifique, culturel et muséal, et en faire un *splittings* communautaire. Je ne voudrais pas que l'on en arrive à cela car le Musée royal de l'Armée est fédéral et il reflète notamment des combats qui ont été menés par des troupes belges. Les Belges ont toujours été unis dans la souffrance. Il faut réagir avec énergie pour éviter un dépeçage de ce musée à terme.

06.17 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, je souhaiterais émettre quelques commentaires. Tout d'abord, le bâtiment dans lequel se trouve le Musée royal de l'Armée n'appartient pas au ministère de la Défense. Il appartient à la Régie des Bâtiments, tout comme le bâtiment du Musée de l'Automobile.

De surcroît, je précise que les restaurations qui ont été faites, par exemple la restauration de la Halle Bordiau, incombent à la Régie des Bâtiments.

Ensuite, le fonctionnement du musée proprement dit et sa vocation me tiennent à cœur. Le musée ne s'est jamais senti orphelin, loin de là! Je m'y suis rendu, à plusieurs occasions, lors de festivités ou d'organisations tant officielles qu'informelles ou internationales. Pas mal de réunions internationales se sont tenues au sein du musée lui-même: réunion de l'Union européenne lors de notre présidence, réunion de mes collègues de l'OTAN à leur grande satisfaction. En outre, j'ai organisé et soutenu, car j'en étais un ardent défenseur, nombre d'activités organisées par le musée, où tous les collègues de la commission de la Défense étaient conviés.

Une de mes premières activités officielles au début de 2008 a été l'ouverture de l'exposition sur l'histoire de

l'Ordre de Léopold. Je m'en rappelle comme si c'était hier. Je pense que c'était en février/mars 2008. À ce moment, de nombreuses personnes étaient invitées, notamment des membres de la commission de la Défense. Je n'ai vu personne qui, de loin ou de près, était à l'époque membre de la commission de la Défense.

Je me suis rendu depuis lors, en presque six ans, à toutes les festivités officielles, organisées, soutenues, promulguées par le Musée royal de l'Armée. Je dois vous avouer que les grands absents étaient les membres de la commission de la Défense nationale.

Parfois, il y avait une présence symbolique des membres de la commission de la Défense. C'est une réalité!

Puis, il faut aussi songer à la problématique de la donation. Ceux qui ont une responsabilité locale et qui, par exemple, ont la gestion d'une bibliothèque y sont confrontés. De nombreux habitants de la commune, du Royaume ou d'au-delà, dans un élan d'extrême générosité lorsqu'ils vident leur cave ou leur grenier, procèdent à des donations. Il en est de même pour le Musée du Cinquantenaire que nous connaissons très bien. La problématique des donations est de savoir si nous sommes en mesure de recevoir ces donations et d'envoyer des lettres de remerciement. Il est possible de recevoir des donations mais il est impossible de donner une place physique à toutes les donations que l'on reçoit.

Pour en revenir à ce musée, je pense qu'il a bien travaillé. En ce qui concerne l'évaluation du personnel, le parlement ne s'exprime jamais sur des cas individuels. Si on faisait cela au sein du parlement, cela donnerait lieu à une belle évolution. Des opportunités pour le musée sont-elles à saisir dans les années à venir? Certainement! Est-il soutenu par la Défense et par son ministre? Sans aucun doute! Les moyens qui peuvent être attribués et les structures de gestion bicéphales entre la fonction muséale proprement dite et la gestion des bâtiments posent-ils problème? Bien entendu car ce sont deux, voire trois ministères qui en détiennent la compétence. Ceci étant dit, y a-t-il lieu de l'améliorer? Bien entendu! Ce musée a des opportunités et je ne pense pas qu'il ait raté beaucoup d'occasions. Je suis ouvert à toute suggestion et à la discussion.

J'estime néanmoins qu'il convient de rester honnête et ouvert pour admettre que, même au XXI^e siècle, pendant la première et la deuxième décennie, ce musée a joué le rôle qu'il avait à jouer; si certains éléments méritent d'être améliorés, donnez-moi des solutions. Quant à rejeter la faute sur le fonctionnement d'une seule personne, de deux personnes ou sur la structure de la gestion, j'émets là des doutes certains.

De **voorzitter**: Even tussendoor, noch ik, noch de secretaris kunnen ons herinneren dat deze commissie diverse keren zou gevraagd zijn om welke activiteit dan ook bij te wonen in het Legermuseum.

06.18 Minister **Pieter De Crem**: Ik kan in elk geval zeggen dat sinds ik minister ben de leden van de commissie voor de Landsverdediging en van de commissie voor Buitenlandse Zaken en Defensie van de Senaat steeds ten persoonlijke titel op hun correspondentieadres worden uitgenodigd voor openingen van tentoonstellingen, en daarop zijn honderden mensen uitgenodigd en er komen ook honderden mensen naartoe.

06.19 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik voel mij totaal niet aangesproken door uw uithaal naar de commissie voor de Landsverdediging. U draagt de uitvoerende bevoegdheid en bovendien bent u voogdijminister en bent u verantwoordelijk voor de werking van het Legermuseum, niet wij.

Bovendien heb ik persoonlijk in 2012 hierover vragen gesteld en nu opnieuw. Dat bewijst voldoende mijn bekommernis. Ik heb trouwens ook de verantwoordelijke staatssecretaris voor de Regie der Gebouwen over deze zaak bevraagd, omdat het deels zijn bevoegdheid is. U bent als voogdijminister bevoegd voor het beheer van het museum en voor wat met en in dat museum gebeurt, dus ook voor de organisatie van tentoonstellingen en de organisatie van de permanente collectie.

U zegt dat het museum goed gewerkt heeft. *Le musée a bien travaillé*. Het is een museum dat de expo 14-18 totaal gemist heeft. Ik zie dat de openingsdatum van de eerste zaal in november 2015 zal zijn. *Le musée a bien travaillé*. Er worden daar enorm verouderde museale technieken gebruikt. Er ligt bijzonder veel werk op de plank. Dat wordt ook deels aangetoond door de lage bezoekerscijfers van het museum dat over zo'n fantastische collectie beschikt en op zo'n centrale locatie gelegen is.

06.20 Karolien Grosemans (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn fractie heeft nooit een uitnodiging ontvangen voor een plechtige bijeenkomst of feestelijkheden in het Legermuseum. Wij zouden daar zeker aanwezig zijn geweest. Wij zijn trouwens op eigen initiatief met een N-VA-delegatie op bezoek geweest in het museum. Wij hebben daar een rondleiding gekregen van een gids, een uitstekende gids trouwens. Wij zijn dus wel op de hoogte hoe het museum er binnenin uit ziet.

Mijnheer de minister, ik vraag helemaal niet naar de inhoud van een evaluatie. Ik begrijp heel goed dat we hier niet kunnen ingaan op persoonlijke dossiers.

Ik vraag alleen maar of de evaluatie is gebeurd. Een simpel ja of neen volstaat. U weigert hierop echter te antwoorden. Ik ga er daarom vanuit dat die evaluatie niet is gebeurd. Dan houd ik mijn hart vast of er uit de nieuwe selectieprocedure geen juridische problemen zullen voortvloeien.

Verder zegt u dat het museum goed werk heeft geleverd. Ik stel mij daar veel vragen bij. Zeker wat betreft transparantie en organisatie is er volgens mij enorm veel werk aan de winkel.

06.21 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, votre engagement pour le musée me paraît tout à fait sincère: je ne le remettais nullement en cause, loin de là.

En ce qui concerne les invitations, comme je suis arrivé en octobre 2012, je ne puis témoigner pour tout ce qui précède. Néanmoins, comme mes collègues, je ne me souviens pas avoir reçu une invitation depuis cette date pour le Musée royal de l'Armée. Soit. Brisons là la polémique!

Si nous sommes invités pour l'ouverture de l'exposition "14-18, c'est notre histoire!", j'aimerais savoir quand elle aura lieu. En effet, sur le site internet du musée, il est question du 26 février 2014, tandis que les prospectus annonçant l'exposition mentionnent la date du 7 février. J'espère donc que nous serons invités à la bonne date, de même que tous les autres visiteurs.

Ensuite, vous parlez de la Régie des Bâtiments: bien sûr, mais il s'agit de l'opérateur. La conception pédagogique, scientifique et muséale doit provenir du musée. La Régie des Bâtiments, avec ses architectes et son équipe technique, doit venir épauler le musée pour redéfinir le concept, le budgétiser et programmer les travaux.

Selon moi, il règne un malaise au sein de ce musée. Il n'appartient ni aux parlementaires ni à la commission de se mêler du management d'un musée, au sens étroit du terme, mais à défaut d'y prendre garde, dans le futur, sinon les problèmes que nous venons de soulever, opposition comme majorité, ne feront que s'amplifier.

Je le rappelle, je suis parfaitement conscient du rôle déterminé et déterminant que vous jouez pour améliorer le cadre de ce musée, à la fois sur le long, le moyen et le plus court terme.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de M. Christophe Lacroix au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "le déploiement de missiles par la Russie" (n° 21299)

07 Vraag van de heer Christophe Lacroix aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de plaatsing van raketten door Rusland" (nr. 21299)

07.01 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, vous le savez, les autorités russes ont récemment confirmé avoir déployé des missiles Iskander dans plusieurs endroits stratégiques de l'ouest de la Russie. Cependant, le ministre russe de la Défense n'a pas explicitement confirmé la présence de tels missiles dans l'enclave russe de Kaliningrad, à la frontière polonaise.

Ces informations sont de nature à inquiéter les autorités polonaises, on s'en doute bien. En effet, ces missiles nucléaires ont une portée de 500 km et apparaissent, selon certains observateurs, comme un moyen de dissuader les Polonais d'accepter d'accueillir sur leur territoire une partie du projet de bouclier antimissile de l'OTAN.

Monsieur le ministre, l'OTAN dispose-t-elle de davantage d'informations sur les missiles déployés par la Russie ainsi que sur leur localisation? Des échanges avec les autorités russes à ce sujet ont-ils déjà eu lieu? Où en est le projet de bouclier antimissile déployé par l'OTAN? Cette décision russe est-elle, selon vous, liée à ce projet? Comment les autorités polonaises ont-elles réagi face à ces informations alarmantes?

07.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur Lacroix, il est vrai que le déploiement des missiles Iskander à Kaliningrad a été annoncé par plusieurs sources occidentales. Toutefois, le 19 décembre 2013, le président russe, M. Poutine, a déclaré officiellement que le gouvernement russe n'avait pas encore pris de décision concernant le déploiement de missiles à Kaliningrad. Les informations relatives à la présence de missiles dans l'enclave russe doivent donc encore être confirmées.

Des échanges avec les autorités russes concernant la défense antimissile ont lieu dans le cadre de l'OTAN et au sein du NATO-Russian Council. Les États-Unis ont également à leur niveau des échanges bilatéraux avec la Russie concernant la défense antimissile.

La capacité intérimaire antimissile de l'OTAN a été déclarée opérationnelle lors du sommet de Chicago en 2012. Les systèmes d'armes qui seront déployés par les Américains et leurs alliés européens au profit de la protection tant de la population que du territoire européen devraient, à terme, offrir une réponse adéquate aux menaces balistiques provenant de la périphérie de l'Europe. La couverture de l'ensemble du territoire européen devrait être une réalité à la fin de cette décennie.

Les autorités russes considèrent le bouclier antimissile de l'OTAN comme une menace pour l'équilibre stratégique. Elles veulent des garanties juridiques, à savoir que le bouclier n'est pas pointé contre la Russie.

Enfin, pour ce qui est des autorités polonaises, celles-ci s'inquiètent des plans russes et souhaitent que l'information soit rapidement confirmée. Elles souhaitent également des consultations au niveau de l'OTAN et de l'Union européenne.

07.03 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse.

Je dirais en boutade que, comme ma question a été déposée le 18 décembre, M. Poutine a fait sa déclaration le 19 décembre pour me rassurer!

Plus sérieusement, je vous remercie d'avoir confirmé que rien n'était décidé.

Cela pose le problème de la défense européenne au sens large. Nous avons une décision de l'OTAN et des alliés des États-Unis dans un contexte géostratégique majoritairement américain, pour des intérêts américains. Après un retournement d'opinion, la Pologne est depuis quelques années un grand défenseur de la politique européenne de la Défense. Si nous avons une position européenne en la matière, avec davantage d'Europe de la Défense, nous aurions peut-être un meilleur moyen de peser sur ces décisions qui dépassent parfois les petits pays comme le nôtre.

Mettre en porte-à-faux la Pologne, alors qu'elle annonce son intervention en Centrafrique aux côtés des Français, serait un mauvais signal dans le cadre d'une solidarité européenne.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de aankoop van Rapid Reaction Vehicles" (nr. 21323)

08 Question de Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'achat de Rapid Reaction Vehicles" (n° 21323)

08.01 Karolien Grosemans (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het investeringsplan 2012-2014 voorzag voor 2013 de aankoop van Rapid Reaction Vehicles voor de eenheden van de Lichte Brigade ter vervanging van oude legerjeeps. Dit programma werd al goedgekeurd door de Ministerraad. Op 20 december meldde *Het Belang van Limburg* dat de aankoop, een investering van 40 miljoen euro, maar niet door het kernkabinet raakt. Volgens kolonel Laureys, chef Lichte Brigade, zijn de RRV's echter dringend nodig omdat anders het operationeel karakter voor opdrachten in het buitenland in

het gedrang komt.

Mijnheer de minister, waarom heeft het kernkabinet de aankoop van de RRV's niet goedgekeurd? Was er onenigheid over het type dat Defensie heeft gekozen? Kunt u hier meer uitleg over geven?

Wanneer verwacht u dat het dossier wel behandeld kan worden? Wordt het doorgeschoven naar 2014? Welke initiatieven of stappen zult u nemen om het operationeel karakter van de Lichte Brigade te garanderen?

08.02 Minister **Pieter De Crem**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Grosemans, zoals u weet komt het kernkabinet niet tussenbeide in aankoopdossiers. Het dossier werd in de fase "aanvraag voorafgaand aan het akkoord" goedgekeurd door de Ministerraad en diende te worden voorgelegd in de fase "gunning". Een algemene begrotingsmaatregel van toepassing voor alle departementen liet niet meer toe het dossier vast te leggen in 2013. Het dossier zal tijdens een van de volgende vergaderingen van de Ministerraad worden voorgelegd. Tot de levering van de nieuwe Rapid Reaction Vehicles zal de Lichte Brigade gebruikmaken van de Iltis-terreinwagens.

08.03 **Karolien Grosemans** (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Over het investeringsplan zei u "dat al het materieel dat erin zit onontbeerlijk materieel is om onze eenheden en ons personeel adequaat uit te rusten met het oog op, enerzijds, de uitvoering van de taken die door de regering aan Defensie worden toevertrouwd en, anderzijds, de verzekering van de veiligheid van onze troepen. Het gaat om het vervangen van overbodig over verouderd materieel waarvan het operationeel karakter niet langer kan worden gewaarborgd of waarvoor de onderhoudskosten buitensporig worden." U zei tijdens de commissievergadering van 22 mei 2012 ook "dat het fundamenteel is dat deze programma's worden verwezenlijkt."

Ik meen dat opdrachten in het buitenland toch nog steeds onze corebusiness vormen. Kolonel Laureys, chef Lichte Brigade, zegt nu dat het operationeel aspect van onze corebusiness, namelijk de opdrachten in het buitenland, in het gedrang komt.

Ik hoor hier evenwel geen enkele oplossing voor de Lichte Brigade. Aangezien u in het verkiezingsjaar een investeringsenveloppe hebt van 25 miljoen, zie ik niet meteen een oplossing.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

09 **Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de oprichting van het centrum voor cybersecurity in België" (nr. 21324)**

09 **Question de Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la mise en place du centre pour la cybersécurité en Belgique" (n° 21324)**

09.01 **Karolien Grosemans** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, op 19 december heeft de Ministerraad het ontwerp van koninklijk besluit goedgekeurd voor de oprichting van het Centrum voor Cybersecurity België, onder het gezag van de eerste minister, in uitvoering van de Belgische strategie inzake cybersecurity. Het CCB wordt opgericht bij de Kanselarij van de eerste minister die zorgt voor de administratieve en logistieke ondersteuning van het centrum.

Mijnheer de minister, ik wil u hierover de volgende vragen stellen.

Wordt Defensie betrokken bij de oprichting en/of werking van het CCB? Zo ja, welke rol zal Defensie daarin spelen? Wat zal de verhouding zijn van het CCB tot de ADIV? Hoe zal de eventuele samenwerking tussen het CCB en de specialisten cyberdefensie van Defensie verlopen?

Indien over dit alles nog geen concrete afspraken zijn gemaakt, waaruit zou volgens u de bijdrage van en de samenwerking met Defensie best bestaan?

09.02 Minister **Pieter De Crem**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Grosemans, zoals u weet, behoort de operationalisering van de nationale cybersecurity strategy tot de verantwoordelijkheden van de eerste

minister. Bij het uitwerken van deze strategie en nadien bij de oprichting van het Centrum voor Cybersecurity België is Defensie inderdaad als een van de partners betrokken.

Het CCB, waarvoor nog de nodige aanwervingen dienen te gebeuren, zal de precieze taakverdeling tussen alle partners aansturen. Aan Defensie is voorgesteld om haar expertise inzake *malware* ten dienste van het algemene belang te stellen, mits toekenning van de bijkomende middelen van Defensie. Ik sta hier positief tegenover, op voorwaarde dat inderdaad voldoende bijkomende middelen ter beschikking worden gesteld.

De ontwikkeling van de cybersecuritycapaciteit bij Defensie en de operationalisering van de nationale cybersecurity strategy en het CCB bij de Kanselarij van de premier dienen te gebeuren op een gecoördineerde manier.

Volledigheidshalve meld ik u nog dat inzake cyberproblematiek en de rol van Defensie reeds veelvuldig en uitvoerig werd geantwoord op vragen van het Parlement, en dit zowel schriftelijk als mondeling. Ik verwijs bij deze dan ook graag naar de dan gegeven details.

09.03 Karolien Grosemans (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik heb hier geen verdere vragen bij.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "het MUSIS-programma" (nr. 21398)

- de heer Christophe Lacroix aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "het MUSIS-programma" (nr. 21427)

10 Questions jointes de

- Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "le programme MUSIS" (n° 21398)

- M. Christophe Lacroix au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "le programme MUSIS" (n° 21427)

10.01 Karolien Grosemans (N-VA): Mijnheer de minister, voor de achtergrond bij deze vraag verwijs ik naar de verslagen van de commissievergaderingen van 6 maart, 16 en 24 april.

Het MUSIS of CSO-programma was op dat ogenblik een voorwaardelijk programma in het ontwerpplan Investerings voor Defensie en Veiligheid 2013-2014, hoewel de regering een deelname aan het programma eerder had goedgekeurd.

In de commissievergadering van 24 april hebt u gezegd dat Frankrijk het contract rond de zomer van 2013 zou ondertekenen en dat dat de investerings- en werkingskosten concreter zou maken. In het tweede semester van 2013 zou het standpunt van ons land worden verwacht.

Mijnheer de minister, ik wil u opnieuw enkele vragen stellen over het dossier.

Heeft Defensie intussen meer informatie gekregen van pilootland Frankrijk? Werd het contract, dat Frankrijk rond de zomer zou ondertekenen, inderdaad ondertekend?

Weet u intussen welke return ons land kan krijgen voor de door BELSPO geïnvesteerde 50 miljoen euro? Weet u welke investeringen noodzakelijk zijn voor het grondsegment van MUSIS?

Is Defensie al aan het onderhandelen met Frankrijk over de hoeveelheid satellietbeelden die wij kunnen krijgen? Heeft ons land al een definitief standpunt ingenomen inzake de deelname aan het programma? Indien ja, wat is het standpunt? Indien neen, wat is het voorlopig standpunt van Defensie in het dossier?

10.02 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, afin d'assurer le suivi de mes questions précédentes, je reviens vers vous concernant les ambitions de l'armée belge en matière d'imagerie satellitaire.

En commission de la Défense, vous aviez indiqué que la participation belge au programme MUSIS/CSO mené par la France n'était inscrite que comme un programme conditionnel au projet de Plan d'investissement pour la Défense et la Sécurité 2013-2014.

Monsieur le ministre, comment a évolué le programme MUSIS/CSO? Où en sommes-nous dans la participation belge à ce programme? La Défense a-t-elle revu sa position en la matière, notamment dans la définition du socle de négociations avec la France? Depuis les précédentes questions, la Défense belge s'est-elle inscrite dans de nouveaux programmes de collecte d'informations dont l'imagerie satellitaire ferait partie? Enfin comment évoluent la position et les initiatives européennes et de l'Alliance afin de produire des renseignements dits IMINT (*Imagery Intelligence*)?

10.03 Minister **Pieter De Crem**: Mevrouw Grosemans, de bekendmaking van de notificatie van het Franse contract waarnaar u verwijst, wordt in de komende dagen verwacht. Op dat ogenblik zullen de concrete onderhandelingen aanvangen over de operationele return. Het gaat daarbij onder andere over het aantal beelden, die de door BELSPO geïnvesteerde 50 miljoen euro, enerzijds, en de noodzakelijke investeringen voor het grondsegment, anderzijds, zullen expliciteren.

Met betrekking tot de kosten voor dat laatste punt wordt rekening gehouden met, naar schatting, een investering van 12 tot 15 miljoen euro. Het standpunt over de deelname van Defensie aan dat programma zal afhankelijk zijn van het resultaat van die onderhandelingen. Defensie weegt de operationele return van de investering af ten opzichte van het totaal van de inlichtingencapaciteiten die zij wil onderhouden.

En attendant le résultat des négociations entamées, la Défense ne s'est inscrite dans aucun nouveau programme de collecte d'informations dans le domaine de l'imagerie satellitaire, mais continue à participer aux réunions internationales encadrées par l'Agence européenne, entre autres, dans le cadre du programme du MUSIS et donc le LOT Steering Group.

L'Europe comme l'OTAN suivent en effet le sujet en se basant sur les développements nationaux et bilatéraux de leurs membres.

10.04 **Karolien Grosemans** (N-VA): Mijnheer de minister, ik zal het dossier zeker in het oog blijven houden. Als wij het contract niet ondertekenen, lijden wij volgens mij immers een dubbel verlies.

Defensie zal rond 2016 haar strategische inlichtingencapaciteit verliezen, wanneer de Heliossatellieten uit orbit gaan. In vorige commissievergaderingen heb ik er al op gewezen dat IMINT zich dan zal moeten baseren op minder performante bronnen. Wij hebben dan geen controle meer over de ouderdom van de beelden; zij kunnen weken tot maanden oud zijn. Wij hebben geen controle meer over de echtheid van de beelden. Wij hebben geen controle over de resolutie van de beelden. Dat heeft grote gevolgen voor de inlichtingen tijdens operaties: zij zullen niet op tijd, niet juist, onbetrouwbaar of onscherp zijn.

Voorts ziet BELSPO zijn 50 miljoen euro wetenschapsbeleid verdwijnen naar Frankrijk om in return producten te krijgen zonder toekomstige meerwaarde. Wij bedoelen letterlijk dat de return voor 50 miljoen euro bestellingen zal opleveren zonder meerwaarde.

Investeren in de SSU, een breedbandverbinding met beeldverwerking, opslag en archivering, zou voor een veel grotere impact zorgen. Alle technische interventies en leveringen van wisselstukken zullen in de komende 20 jaar immers opdrachten geven aan de industrie die de oorspronkelijke levering heeft verzorgd. Het is een heel snel evoluerende sector, waardoor ook nieuwe technologie zal worden aangeleverd in de komende jaren. Zo blijft de sector van Vlaamse, Waalse en Brusselse hightechbedrijven tot de wereldtop behoren. Als wij het contract niet ondertekenen, missen wij op alle vlakken de trein.

10.05 **Christophe Lacroix** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Monsieur le ministre, vous confirmez qu'actuellement, MUSIS est le seul programme réel et concret, ce qui ne ressortait pas de vos précédentes réponses. Il n'y a donc pas d'autre moyen de collecte actuellement. Je vous encourage donc à poursuivre les réunions encadrées par l'AED et à être davantage proactif dans le programme MUSIS que ce n'est le cas pour le moment.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 21402 van de heer Schoofs wordt uigesteld.

11 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de Embraers van Defensie" (nr. 21436)

11 Question de Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "les avions Embraer de la Défense" (n° 21436)

11.01 **Karolien Grosemans** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag gaat over de Embraers van Defensie. Ik ben voor de uitspraak op een *pronunciation site* gaan kijken, maar er zijn drie verschillende uitspraakmogelijkheden. Ik hoop dus dat ik het woord juist uitspreek.

Mijnheer de minister, op 3 januari 2014 zou een Embraer van Defensie minister van Buitenlandse Zaken Didier Reynders na een bezoek aan Turkije en Libanon naar België brengen. Het toestel kon wegens een panne echter niet vanuit Cyprus vertrekken. Het gaat om een van de twee toestellen die een week voordien al problemen hadden, toen eerste minister Elio Di Rupo naar Libanon wou vertrekken.

Volgens cijfers van Defensie van 2012 hebben de Embraers een inzetbaarheid van 99,7 %. Niettemin wil minister Reynders dat Defensie extra inspanningen levert om de inzetbaarheid en betrouwbaarheid van haar vliegtuigen te verhogen.

Patrick Descy van het ACOD Defensie verklaart in *Nord Eclair* van 5 januari 2014 dat de piloten van Defensie ook een zekere druk voelen. Zij zijn bezorgd dat zij, ook in geval van kleine problemen, met een toestel moeten vertrekken.

Mijnheer de minister, ik wil ter zake graag de hiernavolgende vragen stellen.

Met welke problemen kampte de Embraer in Cyprus? Zijn de problemen ondertussen opgelost?

Wat is uw mening over de reactie van minister Reynders? Wat kan u doen om gelijkaardige problemen in de toekomst te vermijden?

Wat is uw mening over de reactie van de heer Descy van het ACOD Defensie die stelt dat piloten druk zouden voelen om ook in geval van kleine mankementen te vliegen, wat toch een ernstige uitspraak is?

11.02 Minister **Pieter De Crem**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Grosemans, ik heb het volgende mede te delen.

De Defensiestaf heeft mij gemeld dat de Embraer in Cyprus een defect ISIS of Integrated Standby Instrument System vertoonde. Het betreft een contactinstrument, dat de locatie, de snelheid en de hoogte aangeeft. De crew heeft vanuit het oogpunt van de vliegveiligheid de correcte beslissing genomen, namelijk de zending niet voortzetten. Het probleem is ondertussen natuurlijk opgelost.

Ik heb begrip voor de reactie van de minister van Buitenlandse Zaken.

Ondanks de hoge beschikbaarheid van de Embraers, met name 99,2 % voor beide types samen in 2013, moet men echter spijtig genoeg aanvaarden dat vliegtuigen met aan boord complexe systemen en subsystemen onvoorspelbare tekortkomingen kunnen vertonen.

Indien dit wordt vastgesteld, wordt getracht een alternatief toestel in te zetten, doch Defensie beschikt hiervoor niet over een voldoende uitgebreide vloot als die van de burgerluchtvaartmaatschappijen.

Ik betreur de reactie van de heer Descy. De piloten van Defensie leven de regels met betrekking tot de vliegveiligheid zeer strikt na. Dat de zending ondanks haar VVIP-karakter toch werd stopgezet, vormt hiervan het beste bewijs.

Ik zal u nogmaals de beschikbaarheid van de vliegtuigen verduidelijken. Dit wordt bij Defensie uitgedrukt in termen van *mission effectiveness*. De *mission effectiveness* voor de vier Embraers van Defensie bedraagt

voor 2012 voor de twee toestellen van het type 135, kleine Embraer, 99,7 % voor het jaar 2012 en 100 % voor het jaar 2013. Voor de twee toestellen van het type 145, een groter aantal passagiers, 97,8 % voor 2012 en 98,5 % voor 2013. Dat betekent dat er voor 2012 een *serviceability* van 98,8 % en voor 2013 van 99,2 % was.

11.03 Karolien Grosemans (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor het uitgebreid antwoord.

Het was zeer duidelijk. Ik heb geen verdere vragen. Ik zal eens contact opnemen met de heer Descy van ACOD Defensie om te vragen wat hij precies bedoelt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 21529 van mevrouw Galant wordt uitgesteld.

12 Samengevoegde vragen van

- de heer Luk Van Biesen aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de training van militairen" (nr. 21555)

- de heer David Geerts aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "het sporten tijdens de diensturen" (nr. 21563)

12 Questions jointes de

- M. Luk Van Biesen au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'entraînement des militaires" (n° 21555)

- M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "la pratique d'une activité sportive pendant les heures de service" (n° 21563)

12.01 David Geerts (sp.a): Mijnheer de minister, misschien is mijn vraag achterhaald door het persbericht dat ik vanmorgen heb kunnen lezen. Toch wil ik mijn vraag hier nog stellen.

Vorige week is enige commotie ontstaan over het al dan niet toekennen van kredieturen tijdens de werkuren om te kunnen sporten. We hebben hier meermaals gedebatteerd over het bevorderen van de paraatheid bij de mensen in de krijgsmacht. U vindt dit ook belangrijk en wil iedereen de mogelijkheid geven zich voldoende te kunnen voorbereiden, zodat testen konden worden afgelegd en iedereen fit en paraat is. Vorige week bleek er een kink in de kabel: de vakbonden zagen een probleem omdat er onvoldoende mogelijkheid was om zich voor te bereiden.

Graag kreeg ik een stand van zaken. Gisteren en deze morgen las ik in een persbericht dat er een oplossing in de maak is. Bij dezen vraag ik u dan ook naar bevestiging of de oplossing er ook effectief is?

12.02 Minister Pieter De Crem: Collega Geerts, ik heb gisteren de vier representatieve vakorganisaties ontmoet. Zij hebben mij hun standpunt en bekommernissen kenbaar gemaakt. Hun prioritaire bezorgdheid betreft het reglement met betrekking tot de zogenaamde fysieke evaluaties Fitness. Het gezamenlijke breekpunt was het verdwijnen tijdens het overleg van een ontwerpbeplanning waarbij militairen een mogelijkheid kregen om gedurende drie keer 45 minuten per week sport te beoefenen ter voorbereiding van de nieuwe fysieke proeven.

Niemand zal ontkennen dat de militairen over een goede fysieke conditie moeten beschikken. De leuze *mens sana in corpore sano* is zeker van toepassing voor de militairen. Het lijkt mij dan ook normaal dat de militairen zich kunnen voorbereiden om de fysieke testen af te leggen en om op de beste manier aan de startlijn te kunnen komen.

De praktische modaliteiten volgens dewelke dit moet gebeuren moeten echter in overleg met de militaire overheid en de representatieve vakorganisaties worden bepaald. Ik heb er bij beide partijen, de vakorganisaties en de staf van Defensie, op aangedrongen dat het overleg zou worden hervat op basis van de oorspronkelijke bepalingen, om tot een voor iedereen aanvaardbare en werkbare oplossing te komen. Dat was ook de teneur van de vergadering gisteren, waar het startdocument van januari 2013 hernomen is als basis om over deze zaak te praten.

Het was een heel positieve vergadering met een goede doorstroming naar alle niveaus.

12.03 **David Geerts** (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord en ik feliciteer u met uw rol als sociaal bemiddelaar.

Ik hoop dat het plan ook effectief uitgevoerd wordt.

De **voorzitter**: Een nieuwe roeping voor de minister.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.58 uur.

La réunion publique de commission est levée à 16.58 heures.